KONRAD ADENAUER STIFTUNG
France

Quoi de neuf Outre-Rhin ?

Une sélection de l'actualité allemande

Du 15 au 21 octobre 2026

À l'image du sommet « Choose France » lancé par Emmanuel Macron pour promouvoir l'attractivité économique de la France, le gouvernement allemand entend faire de l'Allemagne une destination privilégiée pour les investissements internationaux. Les 19 et 20 octobre, Berlin a organisé son premier sommet « Invest in Germany », avec l'ambition de renforcer le dialogue entre les pouvoirs publics et les investisseurs et de stimuler la compétitivité de l'économie allemande. La rencontre a réuni des représentants de multinationales, de fonds d'investissement, d'investisseurs institutionnels, d'entreprises familiales et de start-up, autour du chancelier Friedrich Merz, de la ministre de l'Économie Katherina Reiche et du ministre des Finances Lars Klingbeil. Le gouvernement souhaite attirer des capitaux dans des secteurs stratégiques tels que l'énergie, le numérique, l'électronique, l'automatisation, la santé, la mobilité et la logistique. À l'issue du sommet, Friedrich Merz a fait état de promesses d'investissement pouvant atteindre 800 milliards d'euros d'ici à 2028. La ministre de l'Économie a, de son côté, évoqué 228 milliards d'euros pour des projets de plus de 100 millions d'euros, sans que le périmètre exact de ces montants soit encore clairement établi. Concrètement, Amazon a annoncé son intention d'investir environ 16 milliards d'euros en Allemagne en 2027, principalement dans les centres de données et les infrastructures logistiques.

La France et l'Allemagne ont conclu un compromis sur l'avenir de l'industrie automobile européenne. Le chancelier Friedrich Merz et le président Emmanuel Macron veulent assouplir les règles européennes prévues pour 2035, afin de permettre aux constructeurs de continuer à vendre des voitures thermiques et hybrides neuves au-delà de cette échéance, sans s'exposer à des sanctions liées aux objectifs d'émissions. L'accord prévoit que les constructeurs devront réduire de 90 % les émissions moyennes de CO_2 de leurs véhicules neufs à partir de 2035, au lieu de viser une réduction totale. Les 10 % restants ne seraient donc plus soumis à la même obligation de réduction. Berlin défend depuis longtemps cet assouplissement pour préserver son industrie automobile, tandis que Paris a accepté de revoir sa position. En contrepartie, l'Allemagne soutient un renforcement du principe du « Made in Europe », qui favoriserait les composants produits dans l'U.E. et certains pays partenaires, notamment pour les entreprises bénéficiant de financements publics. Cette préférence européenne vise à renforcer la compétitivité des constructeurs du continent face à la concurrence chinoise. Friedrich Merz s'est félicité de cet accord, estimant que la perspective d'une sortie complète des moteurs thermiques était désormais écartée. Les modalités définitives doivent encore être précisées au niveau européen.

La fédération berlinoise du SPD a approuvé, le 19 octobre, l'ouverture de négociations de coalition avec les Verts et Die Linke, en vue de former un gouvernement régional de gauche. Le comité directeur du SPD a adopté cette orientation par 26 voix contre 3. Les Verts doivent se prononcer à leur tour, tandis que Die Linke rendra sa décision le 31 octobre. Si les trois partis donnent leur feu vert, les négociations pourraient débuter le 2 novembre. Les discussions portent à la fois sur la mise en commun de logements appartenant à de grands groupes immobiliers, mais aussi le renforcement de la protection des locataires, la gratuité des crèches et des titres de transport pour les élèves, ainsi que des économies dans le budget régional. La place de Die Linke dans la future coalition suscite également des controverses en raison des positions de certains de ses membres sur Israël et des accusations d'antisémitisme visant notamment sa section de Neukölln. Les trois partis se sont engagés à reconnaître le droit à l'existence d'Israël et à rompre avec les personnes qui ne

partagent pas cette position. Une coalition entre la CDU, les Verts et le SPD reste également arithmétiquement possible, mais la poursuite de l'actuelle coalition entre conservateurs et sociaux-démocrates ne dispose pas d'une majorité.

Le 12 octobre, la direction fédérale de la CDU a adopté une résolution visant à relancer le trafic aérien intérieur, notamment en abaissant certaines redevances et la taxe sur les billets d'avion. Ces propositions sont actuellement examinées par le ministère des Transports. Le parti estime que le recul des liaisons nationales, dont le nombre de passagers et de vols a diminué d'environ moitié depuis 2019, pénalise les aéroports, l'emploi, le tourisme et l'attractivité économique du pays. Plusieurs taxes et redevances ont déjà été abaissées cette année, mais les coûts restent élevés en comparaison internationale. Cette orientation suscite des critiques environnementales. Selon l'association BUND, les vols courts sont particulièrement polluants au kilomètre, car le décollage et l'atterrissage concentrent une grande partie des émissions. Elle plaide plutôt pour une amélioration du réseau ferroviaire afin de limiter les déplacements aériens intérieurs. Le gouvernement et la CDU défendent, de leur côté, la compétitivité du secteur aérien et misent à moyen terme sur des carburants moins polluants.

Le ministère allemand des Finances a commis une erreur dans la publication de la loi prévoyant une hausse progressive de la taxe sur le tabac à partir de 2027. Le texte publié au Journal officiel indique par inadvertance que la loi entre en vigueur dès le lendemain de sa publication, soit le 21 octobre 2026. Le ministère a reconnu une erreur technique et annoncé qu'elle serait corrigée. En attendant, les nouveaux taux s'appliquent formellement, alors que les fabricants ne disposent pas des vignettes fiscales nécessaires pour s'y conformer. Le ministère assure toutefois que la hausse ne prendra effet qu'au 1er janvier 2027 et que la production pourra se poursuivre. Adoptée récemment par le Bundestag, la réforme prévoit une augmentation progressive de la taxe sur le tabac jusqu'en 2030. Le prix d'un paquet de 20 cigarettes pourrait ainsi passer à environ 11,78 euros, contre un niveau actuel inférieur de près de quatre euros. Le gouvernement entend ainsi accroître les recettes fiscales, avec 1,5 milliard d'euros de recettes attendues dès 2027.

Depuis le 15 octobre, la consommation d'alcool est interdite dans les quelque 5 700 gares de la Deutsche Bahn en Allemagne, y compris sur les quais. La mesure vise à renforcer la sécurité et à prévenir les incidents, notamment lors des grands événements sportifs. Cette interdiction relève du règlement intérieur de la compagnie ferroviaire. Les agents de sécurité pourront interpeller les contrevenants et, dans les cas les plus graves, leur interdire l'accès aux gares. La Deutsche Bahn dit toutefois privilégier une application mesurée de la règle. Des exceptions sont prévues : les établissements de restauration situés dans les gares restent autorisés à servir de l'alcool et, en règle générale, sa consommation demeure permise à bord des trains. Le délégué du gouvernement fédéral chargé des questions de drogues et d'addictions, Hendrik Streeck (CDU), soutient cette mesure, l'alcool pouvant aggraver les conflits et favoriser les comportements agressifs.

PARLEMENT, PARTIS & PERSONNES

Le ministre allemand de l'Intérieur, **Alexander Dobrindt** (CSU), a imputé les violences survenues lors des manifestations du 17 octobre en France à une convergence entre des militants d'extrême gauche et des personnes issues de l'immigration. Dans un entretien au quotidien *Bild*, il a dénoncé une alliance dirigée, selon lui, contre le système démocratique : « Transformer les rues en champs de bataille, attaquer des policiers et incendier des mairies, ce n'est pas manifester pour améliorer l'éducation, mais mener un combat armé contre la société libre », a-t-il déclaré. Il appelle l'ensemble des partis allemands à nommer clairement, selon lui, les groupes impliqués dans ces violences. Dobrindt estime que ces événements doivent servir d'avertissement à l'Allemagne.

LE CHIFFRE DE LA SEMAINE

1,3 %

Le Fonds monétaire international (FMI) se montre optimiste pour l'économie allemande. Il prévoit désormais une croissance de **1,3 % en 2026**, soit 0,6 point de plus que dans ses estimations de juillet. Cette prévision rejoint celle du gouvernement allemand. Pour 2027, le FMI table sur une progression du PIB de 1,1 %. Les perspectives mondiales s'améliorent également légèrement : la croissance devrait atteindre 3,1 % en 2026, tandis que celle de la zone euro est estimée à 1,1 %, malgré les conséquences de la guerre en Iran et la hausse des prix de l'énergie. Le FMI souligne toutefois des perspectives contrastées. Les économies avancées bénéficient de l'essor des investissements dans l'intelligence artificielle, tandis que les pays les plus pauvres subissent davantage la hausse des coûts énergétiques. Malgré la résilience de l'économie mondiale, les risques restent orientés à la baisse.

15bis rue de Marignan, 75008 Paris
T +33 15669-1500
info.paris@kas.de www.kas.de/frankreich